

PASCAL LAMY

« Je ne suis ni Zorro, ni Batman »

Ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, **Pascal Lamy a décliné un maroquin ministériel d'envergure** dans le gouvernement socialiste de Francois Hollande pour se consacrer pleinement à sa candidature à la présidence de l'ONG Transparency International.

Propos recueillis par **THIERRY HOT**

Notre Afrik : Après avoir dirigé l'Organisation mondiale du commerce (OMC), vous briguez maintenant le poste de président de Transparency International, dont l'élection se déroule dans quelques jours. Pourquoi ?

Pascal Lamy : D'abord parce que je suis désormais libre de me consacrer aux causes globales auxquelles je tiens le plus. Au premier rang de celles-ci, figure la lutte contre la corruption dont j'ai eu l'occasion de mesurer l'étendue et les dégâts. Cet engagement n'est pas nouveau pour moi : je fus parmi les fondateurs de la section française de TI (*Transparency International, Ndlr*) dans les années 1990 et suis membre du conseil international de cette ONG depuis lors. Ensuite, je suis persuadé qu'on ne peut avancer dans ces domaines qu'au prix d'une action concertée au plan mondial, en coalisant la société civile, les milieux d'affaires et les institutions publiques, interlocuteurs qui me sont familiers.

Quelles sont vos ambitions pour TI ? Être le Zorro anti-corruption ?

Ni Zorro, ni Batman ! Éliminer la corruption n'est pas l'affaire d'un héros légendaire, mais de millions de citoyens qui s'engagent, parfois dangereusement, contre des pratiques malfaisantes, et ce dans des conditions qui varient selon les pays. Exemple : nos centres d'assistance judiciaires locaux qui fournissent des conseils précieux aux lanceurs d'alerte. Notre ambition, avec Rueben Lifuka qui est candidat à la vice-présidence avec moi, c'est faire de TI un mouvement de masse.

Quand on évoque les classements de TI, c'est pour davantage stigmatiser les pays corrompus. Envisageriez-vous une politique pour raviver le classement TI pour les pays corrupteurs ?

Nous publions trois classements. La perception de la corruption dans le secteur public par les personnes issues des milieux d'affaires et les experts nationaux (177 pays) ;



© GEORGES COBET / AFP

les corrupteurs à l'export (une trentaine de pays) ; le baromètre mondial qui exprime le vécu et la perception de la corruption par les populations (107 pays).

Il est vrai que seul le premier est réalisé annuellement et les autres périodiquement, et qu'il serait bon qu'ils deviennent aussi annuels pour éviter de prêter le flanc à la critique que vous évoquez à juste titre. Affaire de moyens budgétaires qu'il faudrait, effectivement, augmenter. Sur ce point et ailleurs, ce qui ne va pas de soi.

Les sections de TI, dit-on, constituent sa force. Quels sont et que seront vos rapports avec la centaine de sections dont dispose l'organisation ?

Les sections nationales sont les acteurs principaux de TI, car c'est au niveau local que la mobilisation est la plus efficace. Le secrétariat international, basé à Berlin, coordonne et fournit l'appui nécessaire aux sections. Il est chapeauté par un conseil d'administration. La présidence et la vice-présidence assurent la représentation, veillent à la mise en œuvre de la stratégie avec le secrétariat, et sont à la disposition des sections pour les appuyer auprès de leurs interlocuteurs.

Je passe déjà l'essentiel de mon temps à voyager de par le monde au titre de mes responsabilités diverses. Si nous sommes élus, Rueben et moi, je suis en mesure d'assurer une présence physique locale que je crois irremplaçable pour motiver les sections nationales et, parfois, les protéger. ■